

# Le pouvoir aux travailleurs

21 AVRI 2002

N°89

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<b>EDITORIAL:</b>	
- CEUX QUI SONT AU POUVOIR SONT DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS .....	2
- CONGRES DU PDCI: LA VICTOIRE SANS SURPRISE DE BEDIE .....	3 - 4
- RENCONTRE ENTRE PREMIER MINISTRE ET SYNDICATS .....	3 - 5
- LA GRÈVE DES AGENTS MUNICIPAUX .....	5
- BÂTIMENT : UN SECTEUR SINISTRE .....	5 - 6
- CHUTT!!! LE GOUVERNEMENT OEUVRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS .....	7
- GRÈVE DES AGENTS DE LA SOTRA .....	7 - 8
- SODECI: SCANDALEUSE AUGMENTATION DE L'ABONNEMENT .....	9
- LE GOUVERNEMENT FAIT UN CADEAU DE 300 MILLIARDS AUX PATRONS .....	10
- QUAND CES GENS LA S'ADRESSENT AUX TRAVAILLEURS .....	11
- ELECTIONS DES CONSEILS GÉNÉRAUX .....	12
- PROCHE ORIENT: SHARON CONTINUE SA GUERRE CRIMINELLE AVEC LE SOUTIEN DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN .....	13 - 14

CEUX QUI SONT AU POUVOIR SONT DES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs qui pensaient que l'équipe de Gbagbo une fois au pouvoir serait un peu plus à l'écoute de leurs problèmes que les milliardaires Houphouët, Bédié, Ouattara et consorts, peuvent de jour en jour vérifier que les dirigeants d'aujourd'hui ne diffèrent en rien à ceux d'hier.

Depuis leur arrivée au pouvoir, la situation des travailleurs ne cesse de s'aggraver. Dans certaines familles ouvrières, le minimum élémentaire n'est plus assuré: à savoir, logement, nutrition, santé, scolarité des enfants, etc. La charge qui repose sur les épaules de ceux qui ont un salaire devient insupportable, tellement le salaire ne suffit plus.

Mais face à cette situation, le gouvernement et le patronat semblent non seulement faire la sourde oreille, mais ils aggravent même la situation des travailleurs. Même les patrons qui doutaient de la fidélité de ce gouvernement à leur égard ont eu le temps de se convaincre qu'ils ont à faire à un gouvernement qui est avant tout à leur service. Du coup, dans les entreprises, la précarité est devenue encore plus grande et les conditions de travail de plus en plus pénible.

Le patronat et le gouvernement sont aidés en cela par l'écrasante majorité des dirigeants des appareils syndicaux de toutes obédiences. On l'a vu lors de la grève des agents hospitaliers où les dirigeants des principaux syndicats ont vite fait d'étouffer cette grève. On l'a aussi vu lors de la menace de grève lancée dans la fonction publique où ils ont tous entonné la même chanson que le gouvernement en dénonçant "*une manipulation politique*", pour justifier leur hostilité à la grève et aux revendications des travailleurs.

Lors de l'arrêt de travail à la Sotra, il y a quelques jours, ce fut encore la même chose. Onze, sur la douzaine de syndicats présents dans cette entreprise se sont non seulement désolidarisés des revendications avancées par les travailleurs, mais l'ont même condamné, en exprimant ouvertement par voie de presse leur solidarité à la direction générale de l'entreprise.

Le gouvernement a en effet donné le ton à tous les syndicats aux ordres, en leur disant qu'il n'y a aucune augmentation à attendre avant 2003 et que toute action menée dans ce sens serait contraire à l'"*intérêt du pays*", entendant par "*intérêt du pays*", les intérêts bien compris du patronat.

Pourtant, ce n'est pas l'argent qui fait défaut, ni au gouvernement, ni au patronat. L'équipe au pouvoir ne se vante-elle pas des "*pluies de milliards*" sur la Côte d'Ivoire depuis leur arrivée au pouvoir? Au point qu'elle s'est même permise le luxe d'annuler quelques 300 milliards de dettes que les riches devaient à l'Etat. C'est dire que l'argent, il y en a. Mais pas pour les travailleurs!

C'est dire que la classe laborieuse n'obtiendra rien du patronat et du gouvernement sans engager un rapport de forces.

## CONGRES DU PDCI: LA VICTOIRE SANS SURPRISE DE BEDIÉ

Le congrès du PDCI a fait couler beaucoup d'encre. L'enjeu était le renouvellement de son bureau, c'est-à-dire l'appareil dirigeant du parti. Deux principales tendances prétendaient à en prendre la direction. Il y avait d'une part, Bédié, le président sortant et sa clique, et de l'autre, Laurent Dona Fologo et ceux qui l'ont rallié. Ce dernier était soutenu indirectement par le FPI et le pouvoir en place. Au final, Bédié a remporté une victoire sans surprise, par une écrasante majorité des votants. L'affaire pourrait en fin de compte se résumer à l'histoire d'un roi affaibli et de son griot qui avait peut-être pensé que son heure "avait sonné".

Toujours est-il que Bédié avait besoin de garder le contrôle de l'appareil du parti, pour pouvoir mieux se positionner aux présidentielles de 2005. Il ne pouvait donc en aucun cas laisser s'échapper le contrôle du parti. La presse a parlé de 800 millions, la somme d'argent que Bédié aurait distribué autour de lui pour arriver à ses fins. Ainsi, tel maire PDCI aurait exigé deux millions pour voter pour lui. Chaque délégué aurait aussi perçu, au sortir du congrès, la somme de 100 mille francs, distribuée généreusement par Bédié. Une somme d'argent qu'il aurait promis en cas de victoire.

Dans cette lutte pour le contrôle du PDCI, le pouvoir FPI n'était pas neutre entre Bédié et Fologo. Le journal du FPI "Notre Voie" avait pris, en effet, fait et cause pour le candidat Fologo, qu'il a gratifié de "démocrate" et à qui il a consacré de nombreuses pages pour

sa propagande.

Pour le pouvoir en place, la mainmise de Fologo sur le PDCI l'aurait bien arrangé. En effet, le FPI seul ne détient pas la majorité absolue au sein du parlement. Il lui faut donc au moins la neutralité bienveillante du PDCI pour continuer à mener sa politique. D'ailleurs, le PDCI détient 4 portefeuilles ministériels au sein du gouvernement actuel. Fologo représentait quelque part cette garantie, au moins pour un certain temps. Quant à Bédié, il pourrait mieux trouver son intérêt en mettant des bâtons dans les roues de Gbagbo.

Voilà pourquoi Gbagbo avait confié à Fologo la présidence du Conseil Economique et Social, sacrifiant ce poste au détriment des siens. Il lui donnait du même coup les moyens matériels de se passer de l'argent de Bédié, de son rôle de "griot" et de "suiveur".

Aujourd'hui, les cartes sont tombées. Bédié garde le contrôle du PDCI. Fologo en est écarté.

La question de savoir si le PDCI éclatera-il en deux ou pas, pourrait aussi se poser, tant les ambitions sont nombreuses. En tout cas, le FPI n'aura pas une attitude neutre face à une telle sortie de crise.

Pour l'heure, Djédjé Madi, le nouveau Secrétaire Général du PDCI nommé par Bédié annonce la couleur, quand il dit que "notre rôle n'est pas d'aider Gbagbo à réussir".

Fologo disait aussi lors de sa campagne que *"Bédié veut faire tomber Gbagbo pour revenir au pouvoir"*. Quant au journal *"Notre Voie"*, il titrait, après le discours de Bédié au congrès: *"Bédié veut une rupture totale avec le FPI"*.

Toutes ces petites phrases donnent un aperçu des rapports possibles, de leurs limites, entre le PDCI et le FPI.

Pour l'heure, les ministres PDCI continuent de participer au gouvernement FPI. Mais on peut deviner que des discussions peuvent se tenir

dans les coulisses et que la présence des ministres PDCI au sein du gouvernement actuel tient pour beaucoup au bon vouloir de Bédié et de ses intérêts de l'heure.

Ce qui est sûr c'est que Bédié doit rêver nuit et jour de revenir un jour dans le palais d'où il a été délogé comme un malpropre à la veille d'un certain Noël 1999. Et ce n'est certainement pas du côté des travailleurs et des petites gens qui ont souffert de sa politique et de sa corruption qu'il va trouver un soutien pour réaliser son rêve.

#### RENCONTRE ENTRE PREMIER MINISTRE ET SYNDICATS

A la suite des grèves éclatées par-ci par-là, le Premier ministre a invité les dignitaires syndicaux pour demander leur soutien à contenir les travailleurs, les empêcher de faire grève.

Au cours de cette rencontre, les dirigeants des centrales syndicales qui ne vivent plus la vie des petits travailleurs et qui sont bien souvent plus proches des gouvernants et du patronat, ont très vite fait d'accepter la nouvelle "trêve" proposée par le Premier ministre. Ce sont au contraire les quelques dirigeants de petits syndicats présents dans la salle qui ont exprimé leur colère face aux mauvaises conditions de travail vécues dans les entreprises et les bas salaires.

Après avoir écouté les travailleurs, le Premier Ministre leur a répondu dans les termes suivants: *"je vous demande de vous mettre au travail, de cultiver un comportement*

*responsable pour être plus productifs afin que la pauvreté ne rattrape pas un grand nombre d'Ivoiriens, dont 33% de la population vit déjà en dessous du seuil de la pauvreté"*. Il dira ensuite qu'un "forum économique" sera organisé dans les mois à venir. Si ce n'est pas se moquer des travailleurs, c'est quoi? En même temps qu'il envoie les travailleurs paître ailleurs, il déclare temps, avec mépris, qu'il compte faire des cadeaux par centaines de milliards au patronat sous forme d'annulation des impôts que ceux-là doivent à l'Etat. Quant au patronat du secteur du bâtiment, il leur a fait cadeau des 20% des taxes sur les matériaux de construction, pour, dit-il, les inciter à reprendre les travaux des chantiers arrêtés. Il faut rappeler que c'était la principale revendication des patrons de ce secteur.

En un mot, le gouvernement verse de l'argent dans la poche des

patrons, tout en disant aux travailleurs que *"ce qui va dans la bouche des patrons remplit le ventre des travailleurs"*.

Pour les travailleurs qui se font

encore des illusions sur les intentions réelles du gouvernement, ils ont ici un exemple qui montre clairement de quel côté bât le coeur de tous ceux qui se succèdent au pouvoir.

## LA GRÈVE DES AGENTS MUNICIPAUX

Après de nombreuses menaces et licenciements dans plusieurs mairies, les agents ont répondu à ces attaques par un arrêt de travail de 48 heures, le 11 avril et le 12 avril dernier. Cette grève a été largement suivie dans la majorité des mairies des dix communes d'Abidjan. Les mairies et les marchés sont restés fermés.

Les agents réclamaient la réintégration de leurs camarades licenciés, ainsi que l'arrêt des autres mesures de licenciement en cours; l'abrogation des articles litigieux de la loi portant statut du personnel des *"collectivités territoriales"*.

On se souvient de la mairie d'Abobo qui avait licencié 251 agents en fin novembre 2001. Fin mars, c'était le tour de la mairie de Cocody qui s'est débarrassée de 320 agents. On annonce aussi du côté de

Yamoussoukro le licenciement de plus de 160 agents. C'est la même situation un peu partout dans les autres communes du pays.

Si cette grève a été largement suivie, elle n'a pas abouti aux résultats escomptés par les travailleurs. Elle n'a pas eu d'effet sur les maires et le gouvernement. La preuve, le représentant du ministre de l'intérieur, le *"directeur général de la décentralisation"* qui a reçu les grévistes, leur a répondu clairement: *"vos revendications sont légitimes, mais nous ne pouvons rien faire"*.

Ces agents qui sont au nombre de plus de 20.000 sur tout le territoire peuvent se faire entendre et faire aboutir leurs revendications s'ils s'unissent pour bien durcir le ton contre ces politiciens et ces notables qui n'ont que le seul souci de s'en mettre plein les poches.

## BÂTIMENT : UN SECTEUR SINISTRE

Depuis le coup d'Etat du 24 décembre 1999, le secteur du bâtiment est sinistré. Au début, ce fut les grands travaux de l'Etat qui furent arrêtés. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des activités qui se trouvent au point mort.

Le responsable de l'arrêt des chantiers, c'est le patronat rapace lui-même. Il a fait du chantage avec la fermeture des chantiers, pour ne pas payer la TVA (taxe sur la Valeur Ajoutée). Après son bras de fer avec le

gouvernement, il sort vainqueur.

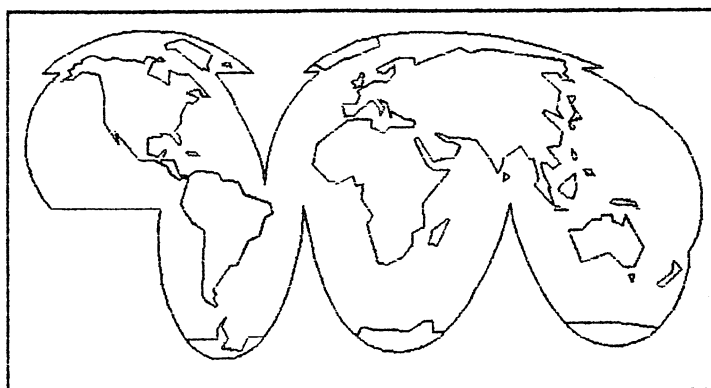
Cette lutte s'est faite au détriment des travailleurs. Durant tout ce temps, ils n'ont pas été payés sous prétexte d'arrêt des chantiers.

Aujourd'hui, de nombreux foyers de travailleurs sont sans le feu, avec un seul repas par jour appelé "coup franc direct". Il y a même des foyers où même ce repas unique n'existe pas. Dans ce secteur où la précarité des contrats est de règle, les patrons ont toujours eu la bénédiction des gouvernants dans

l'exploitation des travailleurs.

Quant à ceux qui tombent malades, comme le cas récemment d'un des travailleurs de la société Les Rosiers, dans l'impossibilité de trouver les moyens pour se faire soigner dans un hôpital, ils sont le plus souvent obligés de se tourner vers des solutions les mettant à la merci d'escrocs de tous genres et autres "*guérisseurs traditionnels*". Le sort généralement réservé aux travailleurs se retrouvant ainsi malades, c'est le plus souvent le chemin vers le cimetière.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

### CHUTT!!! LE GOUVERNEMENT OEUVRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PAYS

Dans les villages, avec la pauvreté grandissante et le désengagement de l'Etat, le taux de mortalité a atteint un niveau jamais égalé. Ainsi, par exemple, depuis quelque temps, une simple épidémie de rougeole est en train de causer la mort de nombreux enfants dans un petit village situé non loin de Yamoussoukro.

Et pourtant, il suffirait d'un simple programme de vaccination pour mettre fin aux épidémies de ce genre.

Mais le gouvernement préfère

mettre cet argent au service des riches et mendier auprès des "ONG" pour financer ce genre de programme de vaccination. Les conséquences, c'est que des populations entières ne bénéficient plus d'aucune vaccination contre la polio, la méningite, la rougeole, etc.

Après tout cela, ce sont ces mêmes politiciens qui viennent faire croire à la population qu'ils oeuvrent pour le "*développement du pays*" et leur bien-être.

### GRÈVE DES AGENTS DE LA SOTRA

Lundi 8 avril dernier, les bus de la SOTRA n'ont pas roulé. Les agents de cette société réclamaient la réintégration de leurs camarades licenciés, la suppression du "*conseil de discipline*", la prime de logement et de gestion, le non-paiement des allocations familiales, etc.

La grève appelée par le SYNARSO (syndicat des agents roulants de la Sotra) a été largement suivie. C'est dire que le ras-le-bol des agents est réel.

Apparemment les travailleurs

n'ont rien obtenu. La direction a concédé la suspension du "*conseil de discipline*". Mais c'était une revendication qui ne leur coûtait rien.

Les autres syndicats se sont désolidarisés de cette grève et l'ont même dénoncée par voie de presse. Ces dirigeants syndicaux ont montré qu'ils ont été achetés par le patron.

Mais on peut tout aussi se demander des motivations réelles de la direction de la SYNARSO elle-même. En tout cas, son principal dirigeant a aussi mis en avant, lors d'une interview

## L E U R                    S O C I E T E

accordée à un journal, des revendications de bureaucrate n'ayant rien avoir avec les intérêts des travailleurs. En effet, il revendique un poste au Conseil d'Administration de l'entreprise et surtout les jetons de présences qui vont avec, une voiture, ainsi que d'autres revendications du

même ordre. Il prétend en avoir le droit en tant que principal syndicat de la Sotra.

C'est dire que les travailleurs de la Sotra ont bien du souci à se faire, à commencer par se méfier comme de la peste de ces dirigeants qui prétendent parler et agir en leur nom.

## LES PRIX ONT-ILS BAISSÉ? DANS QUEL PAYS?

Le ministre du commerce a annoncé une "baisse de 20%" des prix des produits de 1<sup>ère</sup> nécessité. Sur le marché, il n'en est rien. Souvent même les prix ont connu une hausse. Alors, bien sûr, quand le gouvernement affirme que "*des décisions importantes ont été prises au bénéfice des travailleurs*", ce n'est que pur mensonge!

Il est facile d'affirmer du haut du 23<sup>ème</sup> étage du CCIA que les prix ont baissé sur les marchés, alors que partout les prix des denrées alimentaires sont devenus inabornables pour les petits salaires. Le panier de la ménagère se vide de jour en jour et les salaires ne suffisent plus.

A défaut de pouvoir s'attaquer aux riches pour qu'ils baissent leurs prix, le gouvernement fait semblant de mener des actions. Il demande aux populations de dénoncer les commerçants qui ne respectent pas les prix définis par le gouvernement.

Mais pourquoi donc ne demande-t-il pas non plus à cette même population de dénoncer les patrons qui payent mal et qui grugent leurs salariés? Evidemment ce serait trop lui demander. S'il voulait vraiment lutter contre la misère et la pauvreté, on l'aurait su depuis le temps que ce gouvernement est au pouvoir. Or le constat est que les travailleurs continuent à s'appauvrir et les riches à s'enrichir.

## ENCORE UN CHAUFFEUR ABATTU PAR UNE POLICE CRIMINELLE

Le 12 mars dernier, un chauffeur de taxi, a été tué par "*les forces de l'ordre*". Encore un qui vient s'ajouter à une liste déjà trop longue.

Ce qui a spontanément déclenché un arrêt de travail des chauffeurs de taxis, de wôrô-wôrô et de gbakas, pour protester contre cette



## L E U R                      S O C I E T E

énième "bavure".

Comme par le passé, le gouvernement s'est contenté de participer aux funérailles et de promettre une enquête qui comme toutes les

autres restera sans suite. Dire que les policiers jouissent d'une impunité est un euphémisme. Ils savent qu'ils ne seront pas inquiétés outre mesure de la part d'un gouvernement qui n'est fort que devant les faibles.

### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION? EN PAROLE SEULEMENT!

"Je ne veux pas de soldats qui tremblent devant 10.000frcs", disait Gbagbo à l'adresse des policiers, le 26 mars dernier. De quelle planète descend-il donc? Parce que ses soldats "tremblent" déjà pour tout juste 300 fr! Alors pour 10.000 fr?

Depuis qu'il est au pouvoir, le racket se développe de plus belle. Ce n'est plus seulement les policiers qui

rackettent. Mais aussi les militaires, les gendarmes, etc. D'ailleurs ils n'hésitent pas à tirer sur des chauffeurs lorsque ceux ci refusent de payer.

Les forces de l'ordre savent que ce gouvernement ne peut rien contre eux. Ce gouvernement est impuissant face à l'armée parce qu'il n'est pas porteur des intérêts de l'immense majorité de la population.

### SODECI: SCANDALEUSE AUGMENTATION DE L'ABONNEMENT

Voilà que la SODECI fait passer ses abonnements de 19.500 fr à 169.000 fr. C'est tout simplement l'accès à l'eau potable qu'on veut interdire aux populations pauvres. Déjà, avec l'abonnement précédent, les compteurs de la SODECI n'étaient pas accessibles à tous. La nouvelle décision va donc encore restreindre le nombre de nouveaux abonnés. C'est donc la porte plus grandement ouverte au choléra, au ver de Guinée, à l'onchocercose et autres infections dues à l'eau. Car même la population des villes sera de plus en plus contrainte à s'approvisionner en eau de puits, propices aux infections.

Quelles que soient les raisons qui peuvent être évoquées pour la justifier, cette augmentation est inadmissible car elle sera fatale à la population. Les responsables de la SODECI et les dirigeants du pays le savent très bien. Mais c'est le dernier de leurs soucis. Ce qui compte, c'est d'abord les bénéfices et les profits qu'une telle décision leur fait gagner.

Après cela, en cas d'épidémie, ces hypocrites viendront faire du blablabla sur la lutte contre ces maladies et l'hygiène.

## L E U R                    S O C I E T E

### PLUIE DE MILLIARDS SUR LA CÔTE D'IVOIRE?

A en croire les médias proches du gouvernement, on croirait à une avalanche de milliards sur le pays. 635 milliards de dette annulée, 300 milliards reçus du FMI, 172 milliards de la BAD, 12,8 milliards de la BOAD, etc.

Si ces emprunts rendent si euphoriques le pouvoir et toute la clique de bourgeois du pays, c'est qu'ils auront leurs comptes. Même si la majeure

partie de ces sommes retournera dans les caisses de leurs prêteurs, ils auront le temps de se servir au passage.

Quant aux travailleurs et la population laborieuse, ils ne verront pas la couleur de ces milliards. Par contre, à coup sûr, le gouvernement saura les mettre à contribution pour rembourser ce que eux et les bourgeois auront dilapidé.

### LE GOUVERNEMENT FAIT UN CADEAU DE 300 MILLIARDS AUX PATRONS

L'Etat vient de renoncer à plus de 300 milliards d'arriérés d'impôts que lui devaient des patrons. Ces gens ont empoché la TVA (Taxe sur la Valeur Ajoutée) et les impôts sur le bénéfice qu'ils devaient à l'Etat. Comme tous les gouvernements qui sont passés avant eux, celui du FPI sait aussi se montrer généreux envers les riches et les possédants.

Par contre, le gouvernement se rattrape en faisant de plus en plus payer les petites gens qui essaient de faire quelque chose pour survivre. Ses cibles

préférées sont les petits tailleurs, les chauffeurs de woro-woro, les petits commerçants, les petits garagistes, les petits propriétaires, etc. Quant aux impôts et autres taxes de ces derniers, comme les patentes, les vignettes et autres, ont flambé. Sans oublier que la TVA, c'est tous les jours que la population paye, à chaque fois qu'elle consomme du pain, du riz, de l'huile, etc.

Ce gouvernement, comme les précédents, est du côté des riches. Les travailleurs et les masses pauvres n'ont rien à en attendre de bon!

## L E U R S O C I E T E

### QUAND CES GENS LA S'ADRESSENT AUX TRAVAILLEURS...

Lors d'une récente tournée à l'intérieur du pays, le président a dit que son "*ambition*" était de "*mettre les Ivoiriens au travail*" et qu'il était aussi là "*pour aider ceux qui veulent travailler*".

Cela veut dire quoi "*mettre les Ivoiriens au travail*"? Qui ne travaille pas dans ce pays? Les ouvriers? Les employés de bureaux? Les agents hospitaliers? Ou les petits paysans? Quant aux chômeurs, qu'il aille donc leur dire en face qu'ils sont des fainéants!

Et quand Gbagbo dit qu'il veut

"*aider ceux qui veulent travailler*", il se paie des mots qui ne lui coûtent pas grand chose. On se souvient que les agents hospitaliers et les instituteurs s'étaient même mis en grève pour une petite augmentation, alors que leurs salaires sont bloqués depuis 20 ans! Est-ce que Gbagbo les a écouté?

Par contre, les bourgeois, eux, ont obtenu de la part de ce même gouvernement un dégrèvement de 300 milliards. Alors Oui, Gbagbo est là pour "*aider*" les plus riches, pas les travailleurs.

### LE MAPOUKA QUI RÉVOLTE

Il y a quelques jours, le patron de la primature déclarait: "*Le travail doit être la nouvelle passion des Ivoiriens, le travail doit être notre nouveau mapouka*".

Le Premier ministre aurait-il osé le dire devant les agents de la santé et les instituteurs récemment en grève?

Aurait-il osé le dire devant les ouvriers du bâtiment, des usines, des balayuses, des éboueurs, etc. dont le travail n'est pas un cadeau! Ce n'est pas sûr qu'il aurait osé parler de la sorte! Les travailleurs lui auraient rendu son insulte, surtout dans cette situation où le travailleur n'arrive pas à joindre les deux bouts!

### "PROTECTION DE LA FEMME SALARIÉE": QUE DE MOTS!

Le 10 avril dernier, un séminaire

parrainé par deux ministres, a été

## L E U R                      S O C I E T E

organisé au centre de formation d'Air Afrique de Port-Bouët pour réfléchir sur le thème: "*La protection de la femme salariée en Côte d'Ivoire à travers le droit de la famille et le droit social*".

Qu'est-ce que ces faux "socialistes" avaient donc à dire en matière de "protection de la femme salariée"?

- Interdiction du travail de nuit pour les femmes? NON!
- Obligation pour les patrons

d'augmenter les salaires des travailleuses pour leur permettre de mieux assurer les besoins de leurs enfants? NON!

Qu'ont-ils dit, alors? Rien que du blabla sur la participation que devraient avoir les femmes dans "*développement du pays*". En faisant quoi? En acceptant de travailler cadeau pour les bourgeois! Voilà ce que ces ministres avaient à dire aux travailleuses.

## ELECTIONS DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Le gouvernement veut mettre en place ce qu'il appelle "*une politique de décentralisation*". C'est-à-dire qu'il veut allouer un budget d'environ 1 milliard à chaque région. Les "*conseillers généraux*", au nombre de 1954 pour tout le territoire, seront élus et auront pour tâche de gérer cet argent.

Ce seront autant de postes lucratifs pour les dirigeants des différents partis politiques. Alors, c'est la lutte, d'abord au sein même de chaque parti, pour être désigné comme

candidat. Ensuite, suivant le rapport des forces entre les différents partis dans chaque région, on voit des alliances et des combinaisons se faire entre FPI, PDCI et l'UPDCI. Quant au RDR, si d'ici là rien ne change, il semble préférer jouer partout sa propre carte.

Bien entendu, il faut être bien naïf pour penser que se sont des programmes différents qui les empêcheraient de se mélanger. Le programme commun de tous ces partis c'est "*manger et faire manger les plus riches*".

**PROCHE ORIENT :  
SHARON CONTINUE SA GUERRE CRIMINELLE  
AVEC LE SOUTIEN DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN**

Depuis le début avril, le gouvernement de Sharon livre une guerre sans merci contre le peuple palestinien. Des villes sous l'autorité palestinienne sont prises d'assaut par des chars israéliens qui détruisent tout sur leur passage, relayés par l'aviation. Tout n'est que ruines et désolation, l'armée israélienne empêchant tout secours aux victimes. De rares fois elle autorise, sous la présence des caméras, des ambulances à ramasser les morts et soigner les blessés. Comme cette présence de journalistes gênait les soldats pour accomplir leur sale besogne, Tsahal, l'armée israélienne, a décidé de les chasser par la force.

La presse a annoncé le 20 avril que Sharon a retiré ses soldats et ses chars de Naplouse, Ramallah, Bethléem et Jenine. Dans la foulée, il propose une "conférence internationale" pour négocier la paix, mais en prenant le soin d'ajouter: "sans Arafat".

Ce retrait repris avec grand tapage par une certaine presse et la proposition de la tenue d'une "conférence internationale" sur la paix ne sont que des manoeuvres de Sharon pour divertir l'opinion, pour gagner du temps afin d'achever sa sale besogne: détruire le plus possible les camps de réfugiés palestiniens, mais aussi les habitations, tuant des civils innocents. Les chars et les soldats israéliens sont toujours là. A Ramallah, ils entourent, jour et nuit, le quartier général où sont prisonniers, depuis plusieurs semaines,

Arafat, ses proches collaborateurs et une trentaine d'occidentaux venus là pour soutenir la cause palestinienne. Les besoins les plus élémentaires comme l'eau et la nourriture manquent. Les soldats de Tsahal qui barricadent tout le secteur autour de Arafat se plaisent à rationner l'eau, la nourriture, à couper l'électricité pour humilier plus encore Arafat, à défaut de l'éliminer physiquement.

Les chars et les soldats sont également présents à Bethléem. Le siège de 200 palestiniens réfugiés à "l'église de la Nativité" et de quelques moines continue. Depuis plusieurs semaines, le gouvernement de Sharon fait tout pour qu'ils se rendent. L'électricité et l'eau courante sont coupées. L'armée n'autorise personne à leur porter secours. L'eau leur est fournie à compte-gouttes, la nourriture rationnée.

Alors, annoncer, comme l'a fait Sharon, que les soldats et les chars israéliens sont retirés des villes réoccupées par Israël, c'est pur mensonge. Sharon n'a pas renoncé à sa politique de terre brûlée: chasser des palestiniens pour occuper leurs terres afin d'y implanter des colonies juives.

Mais les destructions et les tueries, aussi massives soient-elles, n'empêcheront pas des actes de désespoir des palestiniens poussés à bout. L'aspiration de l'écrasante majorité des palestiniens qui vivent dans ces

camps de concentration depuis des années, à avoir un Etat à eux, est légitime. Des milliers de jeunes sont prêts à donner leur vie pour cette revendication.

Alors, les dirigeants israélien qui s'opposent militairement à l'existence d'un Etat palestinien ne rendent pas service à leur propre peuple. Parce que le peuple israélien ne connaîtra pas la paix tant que le peuple palestinien sera opprimé.

Le peuple palestinien a autant le droit de disposer d'un Etat que le peuple israélien. Ce n'est qu'à partir du moment où ce droit légitime lui sera reconnu qu'un autre avenir que celui de la guerre et de la confrontation permanente pourra être envisagé. Cependant l'avenir n'est pas dans la multiplication de petits Etats mais plutôt dans la formation de grands ensembles où les populations diverses pourront vivre librement, sans oppression. C'est possible. Mais pour cela, il est indispensable que naissent

dans ces deux pays des organisations révolutionnaires prolétariennes qui puissent prendre en compte les intérêts communs de tous les exploités et des opprimés, quelles que soient leurs nationalités ou leur religion. Les travailleurs, qu'ils soient israéliens ou palestiniens, ont tous les mêmes patrons qui les exploitent. Ils ont un ennemi commun, la bourgeoisie nationale et internationale qui s'engraisse sur leur dos. Ensemble, ils peuvent lutter efficacement contre leurs ennemis de classe, les bourgeois.

Bien sûr, ces organisations révolutionnaires, semble-t-il, n'existent pas pour le moment ni en Israël, ni en Palestine. Le chemin à parcourir pour leur apparition sera peut-être long, mais c'est la seule voie de salut pour les deux peuples; c'est la seule voie pour mettre définitivement un terme à ce cycle de violences qui déchire les deux peuples depuis plus d'un demi-siècle; c'est la seule voie pour en finir avec le nationalisme exacerbé des deux camps.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.